

Madame la Ministre des Affaires Sociales et de la
Santé
Ministère des Affaires Sociales et de la Santé
14, avenue Duquesne
75007 PARIS

Le 10 novembre 2014, à Bruxelles.

Objet : Pétition contre le vaccin contre le HPV

À Madame Marisol Touraine.

Madame la Ministre,

Dans un rapport¹ récent, le Haut Conseil de la Santé Publique préconise :

- d'introduire dans les écoles la vaccination des adolescents contre les papillomavirus (HPV) afin de lutter contre le cancer du col de l'utérus et autres maladies sexuellement transmissibles.
- Et d'abaisser l'âge de la vaccination à 9 ans chez les filles et les garçons.

Le HCSP souhaite rendre cette vaccination obligatoire.

Vous l'avez certainement appris par vos services, ce rapport a suscité l'émoi parmi vos concitoyens. En un mois à peine, une pétition lancée par l'Institut pour la Protection de la Santé Naturelle (IPSN) et le Professeur Henri Joyeux, cancérologue, professeur de médecine à la faculté de Montpellier, a réuni plus de 355 000 signatures et 215 000 recommandations sur Facebook.

En réaction aux inquiétudes de la population face aux vaccins obligatoires, vous avez déclaré : « La liberté de chacun s'arrête où commence la santé publique de la population ». Le problème est que la santé publique n'est pas une vérité absolue détenue par l'administration,

¹ Rapport du 10 juillet 2014 du Haut Conseil de la Santé Publique, rendu public le 10 septembre 2014 et relayé par la presse le 15 septembre 2014.



a fortiori lorsque les scientifiques ne sont pas d'accord entre eux, ce qui est le cas pour la vaccination HPV.

Et les doutes émis sont légitimes ! Depuis le début de la campagne 26 675 effets indésirables graves sont survenus dont 113 cas de sclérose en plaques (sur 5 millions de cas vaccinés). Cela peut paraître une proportion limitée, mais comment réagiriez-vous s'il s'agissait de l'une de vos proches ?

Cette prise de risque alors qu'il existe un traitement alternatif – le frottis – est incompréhensible pour de nombreux citoyens dont la confiance dans notre système de santé s'effrite de jour en jour.

Au nom des 355 000 signataires de la pétition que nous avons lancée, nous sollicitons de vos services un rendez-vous afin de vous remettre ces signatures et évoquer ensemble la politique que le gouvernement entend mener suite à la recommandation du HCSP. tant qu'une efficacité raisonnable du vaccin n'aura pas été démontrée,

Avec mes respectueux hommages, je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Augustin de Livois, Président de l'IPSN

